

Résultats d'étude qualitative

Les préoccupations des Genevois

MAI 2017

TABLE DES MATIÈRES

03 Objectifs et Méthode

07 Résumé des résultats et conclusion

15 Besoins principaux

24 Besoins approfondis

25 Education

33 Emploi

44 Sécurité

51 Vieillir à Genève

56 Économie

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE (1/2)

OBSERVER LA PERCEPTION DE DIVERSES TONALITÉS DU DISCOURS POLITIQUE

IDENTIFIER ET COMPRENDRE LES PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS GENEVOIS

en particulier dans les domaines de la sécurité, de l'emploi, de l'éducation, du vieillissement et de l'économie

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE (2/2)

IDENTIFIER ET COMPRENDRE LES PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENS GENEVOIS

Questions spécifiques

Éducation

- L'école publique genevoise prépare-t-elle adéquatement les jeunes au monde actuel ? Faut-il augmenter la présence d'outils informatiques et en ligne dans les écoles ? Quel doit être le rôle de l'école dans la sensibilisation à l'utilisation de médias sociaux ?

Emploi

- Comment les nouvelles formes de commerce numérique (Uber, Airbnb, etc.) sont-elles perçues ? Quel est leur rôle dans la perception du marché du travail à Genève ?
- Quelle est la place des travailleurs frontaliers ? et celle des travailleurs non-déclarés, notamment dans le domaine de l'économie domestique ? Quelle réaction à Papyrus ?
- Emploi des jeunes (précarité de l'emploi, difficultés à trouver un emploi, stages multiples)

Sécurité

- Quelle est la perception de la police par les citoyens genevois ?
- Comment est perçue la menace du terrorisme international en ville et à l'aéroport de Cointrin ? Quelles sont les mesures attendues ? Quelles sont les craintes face à de possibles ingérences en matière de sécurité – intrusion dans la vie privée (camera, contrôle réseaux sociaux, etc) ?

Vieillesse

- Comment vieillit-on à Genève ? Comment voit-on ses proches vieillir ?

Économie

- Comment se porte le Canton de Genève selon ses habitants ? Quelles sont les craintes pour l'avenir ?

MÉTHODE (1/2)

LES PERSONNES INTERROGÉES

- **Des femmes et des hommes** ayant le **droit de vote** sur le Canton de Genève et ayant **votés au cours des 12 derniers mois**
- **Divers milieux socio-culturels**
- **Divers âges et étapes de vie** afin de refléter la diversité des préoccupations et l'importance relative des sujets abordés
 - Jeunes actifs et étudiants de 25 à 35 ans sans enfant
 - Parents d'enfants âgés de moins de 17 ans (parents âgés de 25 à 50 ans)
 - Adultes de 45 à 60 ans sans enfant à charge

Les participants sont regroupés selon leur orientation politique et sociopolitique afin de permettre une co-construction de la discussion plutôt qu'une opposition de points de vue

- Gauche ou centre gauche
- Droite ou centre droite

Informations recueillies lors de **FOCUS GROUPES**

Durée : 2h00

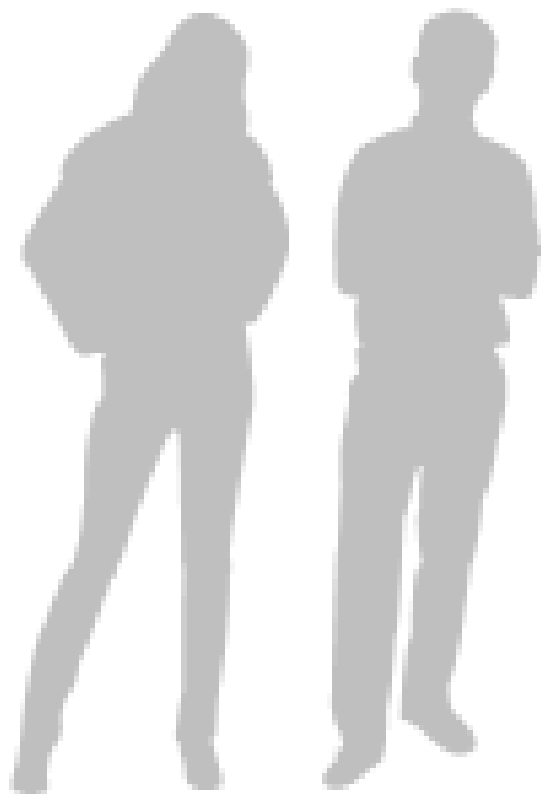
Nombre de participants : 8
participants par groupe

Nombre de groupes : 4 focus
groupes (32 participants au total)

Date: 2 et 3 mai 2017

Lieu: Genève

MÉTHODE (2/2)



COMPOSITION DES GROUPES		
Démographique	▪ Jeunes actifs et étudiants – 2 à 3 participants par groupe ▪ Parents d'enfants âgés de moins de 17 ans – 2 à 3 participants par groupe ▪ Adultes de 45 à 60 ans sans enfant à charge – 2 à 3 participants par groupe	
Orientation politique	gauche ou centre gauche	droite ou centre droite
Nombre de groupes	2 groupes	2 groupes

Résumé des résultats & Conclusion

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

LES PRÉOCCUPATIONS PRIORITAIRES DES GENEVOIS

- ❑ **L'amélioration du cadre de vie urbain** passant notamment par une amélioration de la **mobilité** sur le canton et l'élargissement de l'offre de **logement**
- ❑ **Le renforcement du marché du travail** passant par la régulation du **travail frontalier**, le soutien de l'**accès au marché du travail pour les jeunes** et le maintien sur le marché pour les '**seniors**' (50+)
- ❑ **La restauration d'une meilleure égalité des chances** à travers tout le canton passant par la lutte contre la '**ghettoïsation**' de certaines zones et la différence dans la qualité des écoles

EN FILIGRANE, ON OBSERVE

- un **sentiment d'iniquité** et de **frustration** – les participants ressentent une **dynamique économique négative** créée par la présence de certains groupes/populations (les frontaliers, les entreprises et organisations internationales)
- une **méconnaissance du cadre légal** et **administratif** de la vie à Genève – les participants estiment se tenir informés des actualités, mais exhibent une **connaissance limitée des actions et mesures de l'Etat**

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

ÉDUCATION

Les besoins prioritaires

- L'**homogénéisation de la qualité des écoles publiques** est une **priorité** en terme d'éducation
- L'**orientation et l'insertion des jeunes en rupture scolaire** doit être renforcée
- La **revalorisation des apprentissages hors travail de bureau** est nécessaire

Les besoins secondaires

- Certaines **adaptations dans le programme** sont mentionnées: **enseignement des langues et éducation citoyenne**
- La **prévention et la sensibilisation face à l'utilisation des médias sociaux** et d'internet sont **une mission évidente pour l'école**
- Interrogés sur **l'informatique et le digital à l'école**, les participants estiment le domaine suffisamment **présent dans le cursus**
- Les **bénéfices éducatifs de l'informatique 'conceptuelle'** ne sont pas clairs et son enseignement apparaît donc comme non-prioritaire

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

EMPLOI

Les besoins prioritaires

- **Le travail frontalier** est source d'une profonde inquiétude et **crystallise les préoccupations liées à l'emploi**
 - Il faut parer aux **deux effets négatifs** principaux du travail frontalier: une baisse des salaires et l'hyper concurrence
 - La **préférence cantonale** et le **renforcement des interventions de l'État** sont une évidence
- Encadrer et favoriser **l'entrée des jeunes diplômés sur le marché du travail**

Les besoins secondaires

- **«Papyrus», une opération humainement juste** accompagnée d'une **lutte contre le travail au noir**
 - **La lutte contre le travail au noir** est considérée comme **irréaliste** car **inévitable** dans le domaine de l'économie domestique
- **Uber et Airbnb, une nouvelle forme d'économie** regardée avec **suspicion** par beaucoup
 - **Perception d'Uber** – beaucoup d'impressions, peu d'expérience
 - L'Etat doit **réglementer Uber** par **soucis d'équité avec les taxis et les contribuables**
 - **Airbnb** est un sujet moins polémique que Uber - le service est avant tout perçu comme une **question de droit privé**

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

SÉCURITÉ

Les besoins prioritaires

- Les **scènes de trafic de drogues** nuisent à la perception de sécurité : **Genève serait moins sûre qu'il y a quelques années**
- La perception du **travail de la police** est mélangée – les uns demandent **plus de présence**, les autres **plus de communication**
- Les mesures anti-criminalité mises en place sont **jugées de manière partisane**

Les besoins secondaires

- La **menace terroriste** semble **distante** et le canton réagit de manière appropriée
 - Le risque de **radicalisation des jeunes musulmans** inquiète
- La **cybersécurité** est un sujet plus important **pour les entreprises** que pour les individus

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

VIEILLIR À GENÈVE

Les besoins prioritaires

- **L'incertitude** prévaut quant au passage **à la retraite** - comment faire face à la **cherté de la vie sur Genève**
- **L'aide** auprès des personnes du **quatrième âge** vivant à domicile est **reconnue** et doit être maintenue

Les besoins secondaires

- **L'isolement** des personnes âgées est une réalité à **combattre**
- **Le développement** de l'offre d'**appartements médico-sociaux** est demandé

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS

ÉCONOMIE

Les besoins

- Repenser les dépenses – un **canton riche qui gaspille son argent**
- Les **finances de l'Etat** – une **boite noire** qui n'a pas de lien direct avec la qualité de vie des citoyens
- Pour certains, il est nécessaire de **rediriger les investissements au bénéfice du citoyen «moyen»**
- Selon les participants **l'argent du canton devrait être investi dans :**
 - La formation des jeunes
 - La création de places de crèche, l'ouverture de nouvelles classes pour une réduction des effectifs
 - La mobilité – régler le problème de trafic
 - La rénovation des infrastructures scolaires et hospitalières
 - Des logements sociaux de qualité, des EMS et des appartements protégés
 - Soutien aux entreprises, notamment les PME
 - La culture
 - Les aides sociales (maintien d'une politique sociale reconnue comme généreuse)

Conclusion & Recommandation

Considérant le **MANQUE DE CONNAISSANCE DES MESURES** prises par le gouvernement et le **SENTIMENT D'INIQUITÉ** existant auprès des Genevois,

LES PROCHAINES ÉLECTIONS CANTONALES SERONT NATURELLEMENT AMENÉES VERS LE TERRITOIRE POPULISTE

Dès lors, il sera important de:

- **Communiquer de façon plus clair** sur ce qui fonctionne à Genève, notamment grâce aux mesures prises par le gouvernement, et sur ce qui doit être adressé dans les prochaines législatures
 - Le cadre de vie urbain, l'emploi et le multiculturalisme sont à la fois ce qui plaît aux Genevois et les préoccupe
- **Reconnaître le sentiment d'iniquité** et proposer un programme susceptible d'en résoudre les causes
- **Utiliser une formulation positive, sans angélisme**
 - Les participants rejettent les présentations positives sans nuance autant que les présentations faisant recours à la peur
 - Le message se doit être empathique et positif – «nous vous entendons»; «nous avons des solutions pour redresser la situation»; «nous avons à cœur de protéger les choses qui sont précieuses aux yeux des Genevois»

Besoins principaux

Ce vers quoi la campagne se dirigera naturellement

N.B. Les besoins principaux présentés dans cette section sont issus d'une analyse combinant les préoccupations mentionnées spontanément par les participants et leur réaction aux thématiques prédéfinies (éducation, emploi, sécurité, vieillir à Genève et économie)

SYNTHÈSE

Les **TROIS BESOINS PRINCIPAUX** des Genevois

1



L'**amélioration du cadre de vie urbain** passant notamment par une amélioration de la **mobilité** sur le canton et l'élargissement de l'offre de **logement**

2

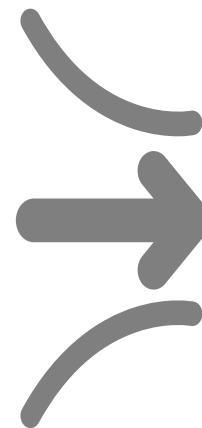


La **renforcement du marché du travail** passant par la régulation du **travail frontalier**, le soutien de l'**accès au marché du travail pour les jeunes** et le maintien sur le marché pour les '**seniors**' (50+)

3



La **restauration d'une meilleure égalité des chances** à travers tout le canton passant par la lutte contre la '**ghettoïsation**' de certaines zones et la différence dans la qualité des écoles



En filigrane, un
**SENTIMENT
D'INIQUITÉ** et de
FRUSTRATION

SYNTHÈSE DES BESOINS PRINCIPAUX

1



MIEUX VIVRE LE TISSU URBAIN CANTONAL - ACCÈS

SE DÉPLACER PLUS FACILEMENT ET POUVOIR PROFITER DE CE QUE LE CANTON OFFRE

- Le trafic (en ville et pour y entrer ou en sortir) rend la **vie quotidienne compliquée** et **entrave la spontanéité**
 - La mobilité en voiture privée est d'autant plus difficile qu'il faut encore réussir à se parquer une fois arrivé à destination (manque de place de parking)
 - Les transports publics sont considérés comme un point positif pour le canton, mais ceux-ci sont aussi entravés par le trafic
- **L'accès aux lieux de loisirs** pourtant disponibles en nombre sur le canton (rives du lac, musées, restaurants, etc) est également limité par le trafic ainsi que par les horaires d'ouvertures pour certains
 - Les horaires des musées, piscines, centres culturels et magasins sont à élargir afin que les Genevois puissent véritablement en profiter

«Il y a **trop de travaux**, en plus 3/4 des **places de parking ont disparues** à cause des terrasses de cafés qui sont tous les deux mètres. Ce n'est pas un problème de la ville, c'est sur tout le canton.» (Homme, 47 ans, Droite)

«Améliorer la signalisation des feux qui sont désynchronisés - **rendre la circulation plus fluide**» (Homme, 39 ans, Gauche)

«Il faut **penser la mobilité du canton** - on n'arrive pas à l'organiser, il est petit mais il est bouché» (Homme, 39 ans, Droite)

«Il faut changer les horaires des piscines et centres culturels. **C'est jamais ouvert quand tu veux y aller.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

«Le fait que **tout ferme à 18h** et que les commerces et restaurants soient fermés le dimanche: j'ai l'expérience d'autres pays un peu plus américanisés, les gens qui travaillent la semaine, ils peuvent faire des courses samedi plus tard.» (Homme, 39 ans, Droite)

SYNTHÈSE DES BESOINS PRINCIPAUX

1

MIEUX VIVRE LE TISSU URBAIN CANTONAL - **LOGEMENT****CHOISIR SON LOGEMENT**

- Il y a **peu de logements disponibles** et les **loyers** de ceux-ci sont considérés comme **trop élevés** pour le budget des Genevois, notamment des familles
 - Les **prix sont tirés vers le haut** en partie à cause de la présence des entreprises et **organisations internationales** dont les employés peuvent se permettre de plus gros loyers
- La ville a pris des mesures pour augmenter le nombre de logements disponibles (surélévation), mais la perception demeure qu'**on ne choisit par son logement, mais qu'on prend ce qui est disponible/ accessible financièrement**
 - L'existence de nombreuses **surfaces commerciales vides** semble incompréhensible et inacceptable au vue de la crise du logement continue sur le canton

«Le **logement est catastrophique** à Genève: pénurie, c'est trop cher, et puis l'extrême gauche qui veut faire que des HLM, et la droite, ils veulent tout faire pour les propriétaires. Je veux **qu'on limite les droits de recours**, ils bloquent tout, ça dure des années.» (Homme, 52 ans, Centre)

«Au lieu d'autoriser des projets de constructions de bureaux alors qu'on sait qu'il y en a plein qui sont vides, **stop à la construction des bureaux, on veut la construction de logements!**» (Femme, 26 ans, Droite)

«La seule possibilité de déménager, c'est de **connaître quelqu'un de la régie** - mais encore, ça c'est plus difficile. (Homme, 39 ans, Droite)

«Il y a les surélévations des immeubles, mais **les loyers ne sont pas faits pour les familles.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

«Je gagne très bien ma vie, mais **sans cet héritage, je n'aurais pas pu acheter notre maison.** Je ne connais personne autour de moi qui peut devenir propriétaire sans l'aide de leurs parents.»

(Homme, 39 ans, Droite)

SYNTHÈSE DES BESOINS PRINCIPAUX

2



EMPLOI RENFORCER LE MARCHÉ DU TRAVAIL

LE MARCHÉ DU TRAVAIL EST SOURCE D'INCERTITUDE

- Perception de difficultés croissantes pour l'accès et le maintien au travail des **groupes sensibles**
 - les 50+ ans
 - les chômeurs
 - les travailleurs non-qualifiés
 - les jeunes
- Sentiment de **précarisation du travail** - dumping salarial, postes d'auxiliaires au lieu de postes fixes
 - La présence des travailleurs frontaliers est directement associée à ce sentiment et génère un **sentiment d'iniquité et de crainte pour l'avenir**
- Conscience que le marché du travail et l'économie locale comme mondiale sont en mouvement - en découle **une certaine incertitude** même pour les travailleurs avec une formation de degré tertiaire

«Avant c'était plus facile de trouver le boulot et de changer - aujourd'hui j'ai peur de changer de travail - j'aurais du mal à trouver du boulot à cause de mon âge - **à partir de 45ans on est déjà senior sur le marché du travail.**» (Homme, 52 ans, Centre)

« Le canton n'aide pas les jeunes pour les insérer parce qu'ils ne sont pas expérimentés, **l'entrée dans le monde du travail des jeunes est difficile.**» (Femme, 58 ans, Centre)

«Il y a des gens qui ne peuvent pas accéder à certains diplômes, ils se retrouvent au chômage, **les jeunes n'ont pas droit à l'erreur aujourd'hui.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

«A Swissport par exemple, il y a 5 ans, 50% salariés étaient sur un emploi fixe et 20% en auxiliaire, pour la plupart des étudiants. Et maintenant c'est à l'inverse - 60% d'auxiliaires et ce ne sont plus des étudiants. Là on est vraiment dans la **précarisation de l'emploi, ils veulent un poste fixe.** Ils gagnent 2500francs et ça ne peut pas être suffisant. Le canton pourrait fixer des limites.» (Homme, 27 ans, Gauche)

«Après un poste à l'étranger, je suis revenu à Genève. **Depuis mon retour il y a deux ans, j'ai changé trois fois de poste.** J'ai toujours retrouvé quelque chose à l'intérieur d'UBS, alors ça va.» (Homme, 39 ans, Droite)

«**Je ne suis pas d'accord de dire qu'il y a moins de travail. C'est plus difficile de trouver son travail, on peut se créer son travail nous-mêmes :** nous on loue avec Airbnb, ça nous fait du revenu. Ici, on a pris l'habitude d'attendre que le travail vienne vers nous et ce n'est plus le cas aujourd'hui.» (Femme, 47 ans, Centre)

SYNTHÈSE DES BESOINS PRINCIPAUX

3



RESTAURATION D'UNE MEILLEURE ÉGALITÉ DES CHANCES

LE MULTICULTURALISME VA DE SOI ET EST UNE RICHESSE

- Une **majorité des participants ont un lien avec une autre nationalité** (parents ou conjoint d'origine étrangère) ou une expérience de vie à l'étranger qui rend la **diversité des origines normale et positive**

*«Je trouve bien que mon fils entende parler d'autres langues dans la cour de l'école, **on est une ville multiculturelle.**» (Homme, 39 ans, Droite)*

*«Le multiculturalisme de Genève, c'est une richesse. Il y a **190 nationalités représentées.**» (Homme, 53 ans, Centre)*

CEPENDANT

PERCEPTION D'UNE DIMINUTION DE L'INTEGRATION ET DE LA MIXITE SOCIALE

- La **'ghettoïsation' de certains quartiers** est considérée comme un **échec humain, économique et sécuritaire** à l'image de certaines banlieues françaises
 - Impact direct sur la qualité des écoles
 - Risque pour la sécurité des citoyens à court terme (criminalité) et long terme (radicalisation islamiste)

*«Il y a un **problème d'intégration et mixité de la classe sociale.** Il y a toujours eu les différences rive gauche, plus alternative et droite avec les bobos, les riches, mais maintenant les gens se mélangent moins. (Femme, 44 ans, Gauche)*

*«C'est lié au marché de l'immobilier - il y forcément **les quartiers de classes moyennes et puis les riches et les moins riches.**» (Femme, 47 ans, Centre)*

*«**Certains quartiers se ghettoïsent**, l'école des Charmilles par exemple. Il y a de grosses difficultés, il n'y pas assez de mixité économique. Mes parents sont italiens, donc **j'ai vécu la Genève multiculturelle en grandissant.** Mais il faut éviter que ça devienne comme les quartiers en France.» (Femme, 37 ans, Gauche)*

SYNTHÈSE

Un **SENTIMENT D'INIQUITÉ** et une certaine **FRUSTRATION** ressortent des discussions

VIVRE SUR LE CANTON DE GENÈVE COUTE CHER

- Le loyer, les assurances, les charges de vie quotidienne (garde d'enfant, parking, etc.) pèsent lourd sur le budget des Genevois
«A Genève on ne peut pas vivre si on n'est pas assisté/aidé. On est une ville subventionnée. On augmente les prestations sociales, la dette va continuer à augmenter...» (Femme, 44 ans, Gauche)

Une tension naît de la perception que la

PRÉSENCE DE CERTAINS GROUPES/POPULATION CRÉE UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE NÉGATIVE POUR LES GENEVOIS

- Les **entreprises internationales** (leurs dirigeants et cadres), les **institutions internationales** et leurs employés expatriés, et les **travailleurs frontaliers** sont incriminés
- Certitude d'un **impact négatif sur le marché de l'emploi** (accès et salaire) et le **logement** (disponibilité et montant des loyers)



UN SENTIMENT D'INIQUITÉ, UNE CERTAINE FRUSTRATION, VOIRE UN SENTIMENT D'INJUSTICE

- Sentiment partagé par de nombreux participants quel que soit leur orientation politique (gauche/droite) ou leur milieu socio-économique (classe populaire à classe moyenne supérieure)
- Basé sur une **constatation pragmatique** et **non pas une revendication émotionnelle contre les individus** appartenant à ces groupes

SYNTHÈSE

L'information concernant l'action du gouvernement cantonal arrive jusqu'aux participants de manière partielle

LES PARTICIPANTS ESTIMENT SE TENIR INFORMÉS DE L'ACTUALITÉ

- Les journaux (la Tribune de Genève, le 20min, Le Temps)
- Le téléjournal du soir (19:30)
- La radio (RTS la 1^{er}, Léman Bleu)
- Des articles leur parvenant sur Facebook



POURTANT

MÉCONNAISSANCE DU CADRE LÉGAL ET ADMINISTRATIF DE LA VIE À GENÈVE

- Les discussions révèlent un **manque d'information en ce qui concerne les mesures prises par le canton et les services offerts par l'Etat**
 - Méconnaissance de la loi de 2016 sur les taxis et les voitures de transport avec chauffeurs ou du fonctionnement de la préférence cantonale sur le marché de l'emploi
 - Méconnaissance des mesures de revalorisation de l'apprentissage
 - Incompréhension quant au fonctionnement fiscal de la Genève internationale

SYNTHÈSE

Les discours populistes retiennent l'attention, même s'ils déplaisent

DISCOURS POPULISTE PEU APPRÉCIÉ MAIS MARQUANT

- Les **affiches de campagne** sont **peu appréciées en soit** : leur mérite principal serait d'informer sur la tenue de votations plutôt que d'informer sur les positions
- La plupart des participants **rejettent la tonalité populiste basée sur la peur comme un abaissement du discours et une manipulation des faits**
- Cependant **tous reconnaissent se souvenir de tels messages**, notamment ceux présentés sur les affiches politiques
 - Les slogans et images populistes sont plus remarquables que les autres positions présentées
 - Certains considèrent que si le message est affiché, il est le reflet d'une réalité et l'estiment donc justifié
- A noter que les participants rejettent les **présentations positives sans nuance** autant que les présentations faisant recours à la peur

«Pour moi c'est une **pollution visuelle**.» (Femme, 37 ans, Gauche)

«Les affiche populistes - **ça parle, c'est clair, mais c'est de la propagande**, les pires c'est les alarmistes.» (Homme, 39 ans, Droite)

«**Je ne veux pas les voir mais je les vois quand-même**.» (Femme, 41 ans, centre)

«**Un slogan direct ça va m'interpeller**, je vais essayer d'en savoir plus.» (Homme, 51 ans, Droite)



«**Elles sont à côté de la plaque l'une et l'autre**. Celle des Verts, ça fait **hippie et pas sérieuse**, c'est écrit trop petit et l'autre, celle des UDC, c'est **stigmatisant**» (Femme, 57 ans, Droite)

«**C'est le monde des bisounours** cette affiche des Verts.» (Homme, 53 ans, Droite)

Besoins approfondis

Analyse détaillée des préoccupations sur les thèmes prédéfinis

Education

EDUCATION

L'homogénéisation de la qualité des écoles publiques est une priorité en terme d'éducation

LA **DISPARITÉ DE QUALITÉ DES ÉCOLES** GENEVOISES **SELON LE QUARTIER** EST UNE IMPORTANTE PRÉOCCUPATION

- La qualité et le niveau des classes varient selon le quartier ou la commune
 - Certaines classes accueillent un grand nombre d'enfants ne parlant pas ou mal le français, retardant l'apprentissage des autres élèves
- Les efforts mis en place par le DIP pour pallier au problème (REP) ne sont pas connus ou apparaissent peu efficaces

Par ailleurs, la PLUPART DES PARENTS SOUHAITERAIENT UNE **RÉDUCTION DES EFFECTIFS** DANS LES CLASSES

- Permettre une plus grande sérénité d'apprentissage et un meilleur encadrement dans la cours de récréation

Pour les parents qui connaissent le système scolaire d'autres pays, L'ÉCOLE GENEVOISE EST MENTIONNÉE COMME UN ÉLÉMENT POSITIF pour le canton

- L'école publique est bien organisée et adaptée aux enfants et à la vie familiale

«Ma fille s'était retrouvée dans **une école où la plupart des gosses ne parlaient pas français**, donc c'était une année catastrophique.» (Homme, 47 ans, Droite)

«Les primaires restent dans les quartiers - donc on a **des écoles dans les quartiers plus riches et puis les quartiers avec les migrants**.» (Femme, 37 ans, Gauche)

«Il y **les REP**. Ils donnent plus de moyens à l'école, c'est bien, mais **mieux vaudrait éparpiller les enfants**. Le REP ce n'est pas une bonne idée. Le canton devrait arrêter cette politique de carte scolaire.» (Homme, 40 ans, Droite)

«**L'organisation et les moyens alloués à l'école sont bons, ça fonctionne**. Il y a l'accueil à midi et l'après midi, il n'y a pas de raté quand un prof est absent, il est remplacé. Rien à voir avec l'Espagne, je peux vous le dire!» (Homme, 39 ans, Gauche)

EDUCATION

L'orientation et l'insertion des **jeunes en rupture scolaire** doit être renforcée

Les parents ainsi que les professionnels en contact avec des jeunes (enseignement, domaine médical, maître de stage et d'apprentissage, responsable associatif) observent un :

MANQUE D'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN RUPTURE SCOLAIRE EN FIN DE SCOLARITÉ OBLIGATOIRE

Perception que :

- **ces jeunes sont livrés à eux-mêmes** (ils zonent) et ne se voient **pas offrir de deuxième chance** dans une période de leur vie où ils sont vulnérables
- **les services d'orientation** prennent peu en compte les compétences et parcours scolaire des jeunes ou les débouchés sur Genève
- **l'information est difficile d'accès**, voire inexistante **pour le jeune directement et inconsistante entre conseillers**
- absence de solutions d'intégration professionnelle pour **les jeunes ayant des difficultés scolaires**
- Aucune mention du Centre de la Transition Professionnelle

*«Il faut s'occuper des jeunes - avoir **des coaches de jeunes pour qu'ils trouvent un intérêt à leur vie, il ne faut pas les laisser trainer.** Les jeunes entre 15-18 ans 'zonent': avant qu'ils trouvent leur apprentissage ils vont attendre en tout cas un an.» (Femme, 58 ans, Centre)*

*«Il manque d'information: pour les jeunes - pour les assistantes sociales - **il faut structurer et dire où il faut aller chercher des informations!**» (Femme, 46 ans, Gauche)*

*«Il y a **des bureaux d'informations, mais les conseils ne sont pas adaptés.** Ma fille s'est vue recommander de devenir sage-femme, mais elle a loupé deux fois l'école, donc ce n'est pas réaliste.» (Homme, Centre, 52 ans)*

*«Les **études qui vont avec l'apprentissage sont très dures** avec ceux qui ne sont pas très studieux/scolaires.» (Femme, 46 ans, Gauche)*

*«Ils pourraient changer le système pour éviter les notes éliminatoires et faire des moyennes comme pour le Bac par exemple. **Il faut plutôt encourager que décourager.**» (Femme, 37 ans, Gauche)*

EDUCATION

La revalorisation des apprentissages hors travail de bureau est nécessaire

UNE UNIFORMISATION DES VOCATIONS

- Les jeunes se dirigent **par défaut vers les apprentissages de commerce ou les filières d'études générales**
 - Les métiers manuels ne sont pas valorisés
- La concentration de l'économie genevoise sur le domaine tertiaire administratif et commercial est un fait admis, mais celle-ci ne doit pas se faire au dépend d'une diversification d'opportunités d'apprentissage pour les jeunes
- A noter que la campagne de valorisation des apprentissages qui s'affiche actuellement à Genève n'est pas mentionnée (affiches promouvant les apprentissages dans le bâtiment, dans l'installation sanitaire notamment)

«On a une **tendance à orienter les jeunes à la filière générale**, scolaire et on **n'a pas diversifié les apprentissages** - celui qui a fait 3 ans d'apprentissage, il n'aura pas de problème de trouver un travail.» (Femme, 44 ans, Droite)

«**Dans les autres cantons suisses, les parents n'ont pas honte de dire que leur enfant fait un apprentissage.** A Genève, c'est pas comme ça, les gens sont gênés» (Femme, Gauche, 45 ans)

«Valoriser les boulots comme dans la restauration, tout le monde veut faire du travail dans les bureaux, mais il faut revaloriser les postes d'apprentissage - **les jeunes ne connaissent pas d'autres métiers, tout le monde s' imagine dans les bureaux** - les jeunes font aujourd'hui des bachelor pour se rendre compte qu'ils veulent faire du burgers bio - ils sont peut-être fleuristes, cuisiniers, ils n'ont pas besoin d'aller à l'université et perdre le temps.» (Femme, 37 ans, Gauche)

EDUCATION

Certaines adaptations dans le programme sont mentionnées: enseignement des langues et éducation citoyenne

L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES

- **L'allemand** est une langue importante pour la Suisse,
- Cependant, **l'anglais** est considéré comme plus utile pour trouver un travail à Genève

UN COURS D'ÉDUCATION CITOYENNE

- Les écoles sont appelées à former le futur citoyen, mieux et plus tôt – les cours d'éducation citoyenne devraient avoir lieu en primaire déjà

Les participants ayant une profession dans le domaine de l'enseignement prônent

UN CHANGEMENT DANS LE MODE D'ENSEIGNEMENT

- Un enseignement par thème ou contexte, sur le modèle scandinave plutôt que par matière

A noter que l'existence d'écoles-test est méconnue par la plupart des participants - certains parents d'élèves racontent avoir découvert le fait bien après la rentrée de leur enfant dans une école-test

*«Il n'y a pas assez d'heures d'anglais, mais on est dans un pays fédéraliste, donc on doit apprendre une langue fédérale d'abord...»
(Homme, 47 ans, Droite)*

«Dans tous les endroits de travail, j'ai toujours parlé l'anglais, donc c'est important. (Homme, 39 ans, Droite)

*«Je n'arrive pas à comprendre qu'il n'y a pas des cours de civisme/éducation citoyenne ou écologie.» (Homme, 25ans, Gauche)
«Quelque chose que les parents ne font pas– du civisme, un truc basique sur les élections, les impôts, etc.» (Homme, 25 ans, Centre)*

«Quand ma fille a changé d'école et qu'elle s'est retrouvée sans aucun devoir à faire à la maison, j'ai trouvé ça pas très sérieux. J'en ai parlé à la maitresse et apparemment c'est une école pilote.» (Femme, 37 ans, Centre)

*«Dans l'école de mes enfants, il n'y a pas de matière de la 1 à 4P, puis ça change pour les grandes classes. Je ne savais pas que ce n'était pas partout comme ça, je viens d'apprendre que c'est une école test!»
(Femme, 41 ans, Gauche)*

EDUCATION

La prévention et la sensibilisation face à l'utilisation des **médias sociaux** et d'internet sont une mission évidente pour l'école

LE BESOIN RELÈVE DE LA **SÉCURITÉ DE L'ENFANT**

- L'utilisation par les élèves des médias sociaux relève du domaine privé, cependant l'école a un rôle à jouer en terme de **prévention et de sensibilisation**
- La **cyber-sécurité doit être traitée par l'école**, telle que le sont la sécurité routière ou l'éducation sexuelle
- Les **parents ne sont pas forcément capables de mener cette éducation**, étant eux-mêmes dépassés par le fonctionnement des réseaux sociaux et outils internet

RENVOIE A UN BESOIN D'EDUCATION CITOYENNE

- Certains estiment que le problème s'inscrit dans un cadre plus large - une **utilisation adaptée d'internet relève de la capacité de comprendre notre société** et en utiliser les codes de communication

«Il devrait y avoir quelque chose sur **la protection de vie privée** – l'éducation devrait prendre en charge ça (exemple de jeu sur Facebook : baleine bleue).»

(Homme, 43 ans, Gauche)

«Il y a déjà de plus en plus de cours sur **les harcèlements** et ça touche les réseaux sociaux.» (Femme, 41 ans, Droite)

«C'est un peu **comme l'éducation sexuelle, de faire la prévention.**» (Homme, 27 ans, Gauche)

«**Cybersécurité**: c'est pour cela qu'il faut **leur parler très vite, très tôt.**» (Homme, 25 ans, Gauche)

«Ils se sont imposés d'eux-mêmes, mais à côté de cours. Un cours serait utile car **les parents n'ont pas toujours la compréhension complète de l'impact.**»

«Il y a normalement des **différences de compréhension de l'information entre les générations** et il y a des lacunes, et donc ce serait bien d'enseigner ça à l'école, pour bien informer.» (Femme, 44 ans, Droite)

«Il faudrait **des cours d'esprit critique** – ce n'est pas pour s'y connaître en informatique, il faut des cours de philosophie, **les réseaux sociaux rentrent dans le civisme, le civisme dans les médias.**» (Femme, 32 ans, Gauche)

EDUCATION

Interrogés sur l'informatique et le digital à l'école, les participants estiment le domaine suffisamment présents dans le cursus

'BUREAUTIQUE' ET RECHERCHE D'INFORMATION SUR INTERNET SONT ASSOCIÉES AVEC L'INFORMATIQUE ET LE DIGITAL

- Dans les faits, les élèves en savent souvent plus que leurs enseignants – **le rôle de l'école est donc simplement d'encadrer son utilisation et d'en assurer un accès**
- La branche est considérée comme **suffisamment présente dans le cursus actuel**

L'AUTRE INFORMATIQUE, L'INFORMATIQUE 'CONCEPTUELLE' EST DÉFINIE DE MANIÈRE VAGUE

- C'est la compréhension des concepts sous-tendant le fonctionnement des outils informatiques et digitaux
- Le codage ferait partie des concepts à enseigner
 - Quelques parents introduisent déjà le codage auprès de leur enfant à la maison grâce à des logiciels éducatifs spécialisés

«L'école perd sa qualité car elle se concentre sur **les choses qui changent tous le temps donc c'est un peu inutile.**» (Femme, 52 ans, Droite)

«Les enfants naissent avec un iPhone dans les mains donc ils connaissent, **les enfants aujourd'hui connaissent plus qu'un prof.**» (Femme, 44 ans, Droite)

«C'est **un outil dont ils ont besoin** - dans toutes les professions - à l'école on va leur montrer des logiciels et ce serait plus éducatif (pas comme les jeux).» (Femme, 37 ans, Droite)

«Tous **ceux qui ne savent pas chercher du travail en ligne, sont désavantagés.**» (Femme, 46 ans, Gauche)

« **Les jeunes savent utiliser l'ordinateur, mais ils ne savent pas comment ça marche derrière, ils ne vont pas avoir le choix, l'ordinateur fait partie de la vie professionnelle.**» (Homme, 53 ans)

EDUCATION

Les bénéfices éducatifs de l'informatique 'conceptuelle' ne sont pas clairs et son enseignement apparaît donc comme non-prioritaire

UNE NOUVELLE MATIÈRE

- Pour la majorité, elle est **une matière séparée** au même titre que les mathématiques ou les travaux manuels
 - Seuls certains participants ayant une activité professionnelle liée à l'enseignement ou l'informatique estiment que le domaine est transversal à plusieurs matières du cursus actuel

LES BÉNÉFICES PERÇUS SONT GÉNÉRIQUES

- L'idée de permettre aux jeunes de **'reprendre le dessus sur la machine'** semble importante pour tous
- Certains anticipent un **bénéfice général pour l'employabilité** future de l'élève

LES CRAINTES

- **L'informatique est indissociable des écrans** pour beaucoup et les élèves de petites classes n'ont pas la capacité d'attention nécessaire pour gérer un écran - il ne faut donc pas l'introduire trop tôt
- La **violation de la mission généraliste et humaniste de l'école** – formater toute une génération vers les seuls métiers du numérique, retirer des branches du cursus actuel

*«Il faut arrêter d'enseigner par matière, mais plutôt selon le contexte, selon le thème – faire des cours de robotique où on fait des maths et physique – ne pas segmenter. Ça marche en Scandinavie – ils ont une branche qui s'appelle 'Media'.»
(Homme, 44 ans, Gauche)*

«Ça serait essentiel d'apprendre aux enfants comment on peut façonner le robot pour pouvoir rester au-dessus du robot et pas après.» (Femme, 53 ans, Gauche)

«C'est important d'avoir le bagage car c'est tellement difficile de trouver même un apprentissage.» (Femme, 57 ans, Droite)

«Si on fait ça, on oriente déjà l'enfant vers les métiers du numérique...» (Femme, 37 ans, Gauche)

«L'objectif de l'école n'est pas de préparer à la vie professionnelle: elle est là pour apprendre à lire, compter, à apprendre.» (Femme, 44 ans, Droite)

Emploi

TRAVAIL FRONTALIER

Le travail frontalier est source d'une profonde inquiétude et cristallise les préoccupations liées à l'emploi

- La plupart des participants partagent **un regard proche sur le travail frontalier** quelque soit leur orientation politique, âge ou expérience professionnelle : **le travail frontalier amène une précarisation de l'emploi**
- Ce regard est très nettement emprunt d'un **sentiment de crainte pour l'avenir** pour les participants eux-mêmes, leur entourage et les autres habitants du canton
- Les **arguments avancés sont rationnels** et concernent l'état du marché du travail et la cherté de la vie à Genève: **il est de plus en plus cher de vivre à Genève** et les **salaires ne suffiront probablement plus demain**
- En parallèle, le travail frontalier est **aussi reconnu comme répondant à un besoin**, apportant parfois une main d'œuvre sur des postes que les travailleurs locaux ne peuvent pas occuper par manque de qualification ou ne veulent pas occuper.

«Si on engage des frontaliers parce qu'on ne trouve pas de gens qualifiés ici, c'est normal.» (Homme, restaurateur indépendant, 59 ans, Centre)

«C'est une réalité et on ne va pas pouvoir se protéger. Il faudra que les Genevois trouvent des qualités et qualifications nécessaires, les Genevois sont un peu gâtés.» (Femme, 47ans, Gauche)

TRAVAIL FRONTALIER

Il faut parer aux **deux effets négatifs** principaux du travail frontalier: une baisse des salaires et l'hyper concurrence

1- DIMINUTION DU NIVEAU DE SALAIRE

- Certitude que les conventions collectives existantes ne sont pas respectées et que le **dumping salarial illégal** est répandu
- Les frontaliers peuvent se permettre de travailler pour un salaire moindre car le cout de la vie est beaucoup plus bas là où ils vivent, ce qui **amènerait les entreprises à offrir des salaires plus bas** (dans un cadre légal)

«Je pense qu'il y a le **dumping salarial** dans les embauches non-qualifiées, **même celles sous conventions collectives.**» (Homme, 25 ans, Gauche)

«Il y a le **dumping aussi dans les domaines qualifiés**, il y a beaucoup de domaines où il n'y a pas de conventions signées, ce n'est pas normal de payer les gens moins - les gens n'ont pas le choix, il faudra donc vraiment **sanctionner les entreprises qui font ça.**» (Homme, 39 ans, Gauche)

«Dans mon travail il y avait que les Français - **ils coûtent moins cher. L'employeur paie différemment.**» (Homme, Chauffeur poids-lourd, 51 ans, Droite)

2- HYPER CONCURRENCE POUR LES GROUPES SENSIBLES

- Les frontaliers **augmentent la concurrence** sur les postes à pourvoir et rendent plus difficile l'embauche pour les groupes sensibles, par exemple les 50 ans+, les chômeurs, les travailleurs non-qualifiés, les jeunes, ceux qui ont été malades
- Un **effet boule de neige** amènerait les entreprises employant des frontaliers à en employer toujours davantage

«C'est un problème pour le travail non qualifié - les Suisses n'arrivent pas à **accéder.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

«Avant un patron engageait un apprenti, il le formait pendant 3 ans, **maintenant on ne forme plus, on cherche quelqu'un ailleurs.**» (Homme, 47 ans, Droite)

«Les boîtes ont employé des **étrangers dans leurs services RH** mais eux ils ne connaissent absolument pas notre système de formation, donc **le CFC, HES ça ne leur dit rien.**» (Homme, 51 ans, Droite)

TRAVAIL FRONTALIER

Dans ce contexte, la **préférence cantonale** et le **renforcement des interventions de l'État** sont une évidence

OBTENIR UN TRAVAIL SUR GENÈVE APPARAÎT COMME UN DROIT POUR LES PERSONNES QUI Y RÉSIDENT

- Il est considéré **injuste** que des **opportunités de travail sur Genève** soient retirées par des gens qui n'y résident pas et auraient d'autres opportunités ailleurs

L'ÉTAT SE DOIT DE

ACTIVEMENT RÉGULER, VOIRE LIMITER LE TRAVAIL FRONTALIER

- Augmenter le **contrôle du respect des conventions collectives**
- Utiliser des mesures fiscales** (réduction d'impôts) pour **inciter les entreprises à embaucher 'genevois'** rendant l'embauche intéressante même s'il faut payer un plus haut salaire à l'employé 'genevois' ou prendre un peu plus de temps pour le former

« On a le taux de chômage le plus élevé de Suisse, donc pourquoi on embauche ailleurs et pas dans les chômeurs? Ça éviterait de payer les cotisations. On pourrait les former, les employer même s'ils ne correspondent pas complètement au poste - on les forme»
(Femme, 44 ans, Droite)

«Lutter vraiment contre le dumping salarial - les entreprises peuvent engager ceux qu'ils veulent mais pas faire le dumping - **le canton peut faire des contrôles, engager des vraies sanctions - c'est illégal** si l'entreprise a signé une convention collective.» (Femme, 37 ans, Gauche)

«A l'hôpital, il y a un **système de priorité** (les étudiants qui ont étudiés à Genève ont la priorité sur un poste, puis les autres Suisses et puis les Français). Sauf que **ça ne marche pas vraiment, c'est un problème de copinage et de dumping salarial** – il faut être plus strict dans le recrutement.» Femme, 29 ans, Gauche)

«Il faut **soutenir l'embauche locale avec des mesures fiscales auprès des entreprises.**» (Homme, 25 ans, Gauche)

JEUNES DIPLÔMÉS

Encadrer et favoriser l'entrée des jeunes diplômés sur le marché du travail

DIFFICULTÉ DE LA TRANSITION ETUDES - TRAVAIL

- Les jeunes diplômés se voient demander **des années d'expérience pour obtenir leur premier poste**
- Les nombreux **stages sont peu ou pas rémunérés** et cachent parfois de véritables postes mettant l'accent sur la **productivité pour l'entreprise plutôt que la formation du stagiaire**
- Les frontaliers apportent une concurrence de personnes plus expérimentées et qui coutent moins cher ou acceptent de travailler pour moins
- Les participants rejettent l'idée que les jeunes diplômés ne sont pas suffisamment bien préparés pour entrer sur le marché du travail – les Universités et Hautes Écoles suisses sont garantes de la qualité de la formation

«Je parle pour les universités, qui sont à côté de la plaque, **on fait nos 3-4-5ans d'études, et puis on manque d'expérience - il faut libérer la parole et dire: ok c'est bouché, soyez réalistes, faire passer plus sur concours, durcir l'entrée/rendre sélectif.**» (Femme, 26 ans, Droite)

«L'accès à l'emploi est devenu tellement difficile, mais on nous fait comprendre que c'est **la carte d'entrée pour trouver un vrai emploi, donc on estime qu'on ne doit pas les payer, c'est donc pour les élites.**» (Homme, gauche, 25 ans)

«**Mes élèves veulent tous partir** (sous directeur d'une école privée de 300 élèves). Ils disent qu'ici c'est trop petit, qu'il n'y a **pas de chances pour les jeunes.**» (Homme, 44 ans, Gauche)

«L'université est une institution culturelle et scientifique de bon niveau - mais sans garantie de trouver un travail par contre. **Le marché n'est pas favorable, l'économie n'est pas au top, on demande aussi aux jeunes d'avoir beaucoup d'expérience**» (Homme, 25 ans, Gauche)

TRAVAILLEURS SANS PAPIER

«Papyrus», une opération humainement juste accompagnée d'une lutte contre le travail au noir**«PAPYRUS» EST PERÇUE COMME UNE OPÉRATION POSITIVE, LOGIQUE ET HUMAINEMENT JUSTE**

- La plupart des participants connaissent l'existence d'une mesure visant à régulariser les sans papiers installés à Genève depuis plusieurs années et certains l'associent spontanément au nom «Papyrus»

L'OPÉRATION DE RÉGULARISATION EST CLAIREMENT ASSOCIÉE À LA MESURE D'ACCOMPAGNEMENT CONTRE LE TRAVAIL AU NOIR

- La mesure de lutte contre le travail au noir est connue au travers de la campagne s'affichant dans les rues et la cible perçue est le travail non-déclaré dans le domaine de l'économie domestique

*«Le calcul est vite fait - je suis contre l'exploitation des hommes.»
(Homme, 39 ans, Droite)*

*«Il y a un **côté humanitaire**, je pense notamment aux enfants, jusqu'à 16 ans on les scolarise et après quoi?» (Femme, 40 ans, Centre)*

*«Il y a un **campagne de pub dans le tram/bus**- ils visent plutôt les **travailleurs pas les employeurs** - il faudra lutter contre les gens qui donne ce type de travail plutôt que contre ce qui la font et qui n'ont pas le choix, ils n'ont aucun revenu.» (Femme, 57 ans, Droite)*

*«Il faut les déclarer pour avoir des assurances, **il faut régulariser pour accéder aux droits – plus humain** – il faut régler la durée de travail.» (Homme, 25 ans, Gauche)*

... MAIS 

TRAVAIL AU NOIR

La lutte contre le travail au noir est considérée comme irréaliste car inévitable dans le domaine de l'économie domestique

Pour la plupart des participants,

DÉCLARER REVIENT À DEVOIR AUGMENTER LE SALAIRE DE L'EMPLOYÉ DE MANIÈRE IMPORTANTE

- Certains employeurs veulent profiter de leur employé, mais **beaucoup n'ont simplement pas les moyens de payer le salaire minimum** recommandé et n'ont pas d'alternative (manque de place en crèche ou appartement protégé/EMS)

LE MÉCANISME LIÉ À LA DÉCLARATION EST MÉCONNU

- Le fonctionnement des chèques emplois ou les étapes pour déclarer un employé de longue date sont spontanément **associés à un important impact financier** pour l'employeur

PAR CONSÉQUENT,

- Certaines **personnes régularisées continueront de travailler au noir**
- D'autres sans papiers arriveront sur le marché

«C'est une monstre fumisterie – on a besoin de ces gens-là, **on n'a pas d'argent pour payer d'autres gens, régulariser, ça va entraîner d'autres personnes à prendre ces boulots.**» (Femme, 45 ans, Gauche)

«C'est important que les gens paient les charges sociales, c'est bien, mais ça reste **de l'hypocrisie: le salaire min c'est 20,80 CHF pour garder un enfant, on ne va peut-être pas les prendre si on doit les payer 4000 francs par mois.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

«Il y a un problème, car si on a employé une femme de ménage depuis dix ans et **on la déclare maintenant ça engage de frais de rattrapage de droits sociaux, donc il faut sortir 8 000 balles.**» (Homme, 44 ans, Gauche)

«J'ai déclaré ma femme de ménage et j'ai vu qu'**en la déclarant on peut payer entre 19-25 CHF** alors qu'avant je lui ai toujours payé 25 CHF. **Je ne savais pas ça, je pensais que je devrais augmenter!**» (Femme, 47ans, Centre)

«90% des foyers ne paient jamais les vrais prix, **il y en aura toujours qui vont vouloir venir, et comme les frontières sont de vrais passoires maintenant...donc voilà.**» (Homme, 53 ans, Droite)

«Mais ça **ne va jamais s'arrêter, c'est comme don quichotte.**» (Homme, 51 ans, Droite)

«C'est une **mesure sparadrap.**» (Femme, 37 ans Gauche)

NOUVELLE FORME D'ÉCONOMIE

Uber et Airbnb, une **nouvelle forme d'économie** regardée avec **suspicion** par beaucoup

Les deux services sont perçus comme étant issu de la même tendance **D'ÉCONOMIE ALTERNATIVE LIÉE AUX TECHNOLOGIES DE L'INTERNET** QUI APPORTENT UN **RENOUVELLEMENT DES SERVICES**

- Pour la plupart des participants, **ces services ne font pas partie du marché du travail** à Genève et ne sont pas directement comparés avec les possibilités professionnelles traditionnelles
 - Leur impact sur le marché du travail est marginal - peu expriment l'idée qu'ils pourraient être acteur de ce secteur
- Quelques participants expriment spontanément un enthousiasme face à ces services comme une nouvelle opportunité de revenu compatible avec l'économie traditionnelle

*«Je trouve que **c'est un peu la société d'aujourd'hui** – on ne veut plus payer, mais ensuite on se plaint que certains métiers ne marchent plus, c'est un problème de société. C'est le syndrome easy jet aussi. (Femme, 31 ans)*

*«L'uberisation de la société, c'est plein **de jeunes entrepreneurs qui montent leurs boîtes pour rendre les services** qui étaient offerts avant par des structures plus classiques, **c'est bien pour moi en tant que consommateurs**, c'est innovant, c'est profitable pour évoluer, il faut se bouger - les taxis par exemple.» (Homme, 27 ans, Gauche)*

*«Je pense que **si l'Etat va trop intervenir, ça va forcément changer le service, ça va limiter cette possibilité** de prêter mon appartement sans forcément avoir trois attestations pour le faire.» (Femme, 41 ans, Gauche)*

*«Les **deux systèmes peuvent cohabiter ensemble à Genève** : il y a ceux qui cherchent le luxe et qui vont toujours aller à l'hôtel, et d'autres personnes peuvent se tourner vers l'économie alternative.» (Homme, 44 ans, Gauche)*

NOUVELLE FORME D'ÉCONOMIE

Perception d'Uber – beaucoup d'impressions, peu d'expérience

LES PARTICIPANTS CONNAISSENT UBER

- Compris comme des personnes qui utilisent leurs véhicules privés et jouent le rôle de taxi
- Cependant, peu ont déjà utilisé le service et certains le pensent interdit à Genève

L'AVANTAGE POUR LE CONSOMMATEUR EST ÉVIDENT POUR TOUS

- La course est moins chère qu'en taxi
- Pour beaucoup, Uber est une réponse à un manque de qualité des taxis traditionnels

LA PERCEPTION DE LA SITUATION DU CHAUFFEUR UBER VARIE:

- Une **précarisation** de l'emploi pour certains,
- Une **opportunité positive** pour pallier à la difficulté de rentrer sur le marché du travail pour d'autres, notamment les participants de 25-35 ans ayant des amis faisant chauffeurs Uber

«C'est scandaleux - ils utilisent toute les infrastructures sans rien payer, ils sont mal payés - ils crèvent de faim.» (Femme, 57 ans, Droite)

«Je case ça dans le dumping salarial – la personne a dû faire une formation, avoir des certifications, expériences, elle a des taxes, des impôts à payer.» (Homme, 44 ans, Gauche)

«Uber, c'est un problème, on ne se rend pas compte des impacts: on fait tout en ligne, donc on supprime les magasins, et donc il n'y a pas de travail...donc pour moi c'est un problème de travail, de manque de travail. J'ai un pote qui fait Uber - déjà parce qu'il ne trouve rien d'autre, mais il doit bosser 16heures pour gagner 3000francs... puis il ne paie pas des cotisations.» (Femme, 37 ans, Gauche)

«On ne peut pas parler d'équité - ce sont les jeunes qui n'ont pas de travail qui font cela, alors que le marché de taxi est très fermé, on doit emprunter de l'argent pour se lancer.» (Homme, 28 ans, Droite)

NOUVELLE FORME D'ÉCONOMIE

L'État doit réglementer Uber par soucis d'équité avec les taxis et les contribuables

UNANIMITÉ SUR LA NÉCESSITÉ POUR L'ÉTAT DE RÉGLEMENTER LA PRATIQUE

- Pour s'assurer du paiement d'impôts et charges sociales comme dans le cadre de tout autre emploi – demandé par tous
- Pour des raisons d'équité avec les taxis professionnels – demandé par certains
 - **les taxis professionnels ont beaucoup plus de contraintes et de frais que Uber** (règlementations, impôts, taxes, charges sociales)

MÉCONNAISSANCE DE L'EXISTENCE DE LA LOI DE 2016 SUR LES TAXIS ET LES VOITURES DE TRANSPORT AVEC CHAUFFEUR

- Seuls quelques participants en ont entendu parler, très peu peuvent en décrire une disposition
 - L'exigence de la carte et examen de chauffeur associé à une vérification des paiements d'impôts semble adéquate et suffisante pour la plupart.

«Ca devrait être réglementé, Uber fait de la concurrence déloyale.» (Femme, Droite, 40ans)

«Le canton devrait garantir l'équité et la sécurité et professionnalisme, veiller à la sécurité (heures de conduire, capacités).» (Homme, 52 ans, Centre)

«Il faut l'équité - en terme de règles et charges.» (Femme, 44 ans, Droite)

NOUVELLE FORME D'ÉCONOMIE

Airbnb est un sujet moins polémique que Uber - le service est avant tout perçu comme une **question de droit privé****COMME POUR UBER, LE SERVICE EST CONNU, MAIS SON CADRE LÉGAL AINSI QUE SES PRESTATAIRES SONT INCERTAINS**

- Est-ce autorisé quand on est locataire? Payent-ils des taxes?
- Qui loue sur Airbnb? Des particuliers à coté de leur travail? Des personnes dont c'est le revenu principal?

L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DOIT ÊTRE LIMITÉE

- Contrôler que Airbnb **ne retire pas d'appartements du marché de la location à long terme** ce qui nourrirait la problématique du logement sur GE
- S'assurer du **payement d'un impôt sur le revenu** pour les loueurs
- Seule une minorité s'inquiète de l'impact de Airbnb sur l'hôtellerie professionnelle.

«Ça ne concerne que nous, on peut faire ce qu'on veut de nos appartements.» (Homme, 39ans, Droite)

«Si ça peut apporter un petit quelque chose pour nous, pourquoi pas.» (Femme, 47 ans, Gauche, proposant une chambre à louer sur Airbnb)

«Genève connaît une immense crise logement et de plus en plus d'appartements sont mis sur Airbnb et donc échappent aux habitants de la ville, donc ça renchérit encore plus des loyers, ça doit être réglementé.» (Homme, 47 ans, Droite)

«Interdit en Allemagne - il n'y a plus de droit à pour des appartements entiers - il y avait trop d'appartements vides! Ici aussi il y a un problème de logement. (Homme, 39 ans, Gauche)

«C'est une question d'équité à nouveau - ces gens là ne paient pas d'impôts.» (Femme 57 ans, Droite)

«Il faudra qu'ils déclarent ces revenus, je trouve que c'est bien, donc les obliger à déclarer au fisc.» (Femme, 59 ans, Gauche)

Sécurité

SÉCURITÉ

Les scènes de trafic de drogues nuisent à la perception de sécurité : Genève serait moins sûre qu'il y a quelques années

LE SENTIMENT DE SÉCURITÉ N'EST PAS HOMOGENE

- Pour la plupart, l'augmentation de la sécurité n'est pas un besoin prioritaire
 - Il est normal qu'une certaine insécurité existe et Genève reste cependant sûre en comparaison d'autres villes européennes
 - Peu de participants prennent des mesures particulières pour se sentir plus en sécurité à l'exception de certaines femmes qui évitent de se déplacer seule à pied la nuit
- Une minorité estime que le canton doit profondément améliorer le niveau de sécurité et sa présence policière

TROP DE SCÈNES DE TRAFIC DE DROGUE

- Quel que soit leur opinion en matière de renforcement ou non de la sécurité, les participants mentionnent les trafics de drogue comme une scène courante qui influence le sentiment d'insécurité

«Ça a changé, ça a été beaucoup plus tranquille il y a 10 ans, je fais attention de ne pas me retrouver seule dans certains endroits, mais je n'ai pas peur» (Femme, 59 ans, Gauche)

«Pour avoir beaucoup voyagé dans le monde, on est bien à Genève, vraiment.» (Femme, 37 ans, Droite)

«Il y a la **délinquance**, mais elle est assez contrôlée.» (Homme, 44 ans, Gauche)

«La gare/derrière la gare: les **dealers, les sans papiers, la violence gratuite** : ils vous demandent une cigarette, vous n'en n'avez pas et vous recevrez une claque ou bien une insulte, ça m'est arrivé comme pompier volontaire à Vernier.» (Homme, Droite 51 ans)

«Il faudrait **plus de policiers**. On ne les voit pas.» (Femme, 26 ans, Droite)

«En bas de mon ancien appartement, il y avait des dealers, j'ai appelé les **flics tous les jours à 19h**, ils me connaissaient. Parfois ils venaient. Mais ça ne s'étaient jamais arrêté.» (Homme, 39 ans, Droite)

«Il n'y a **pas de place dans les prisons**, donc quand la police prend les dealers, ils font les papiers et ils les relâchent...» (Femme, 26 ans, Droite)

POLICE

La police cantonale – les uns demandent plus de présence, les autres plus de communication

LA PERCEPTION DU TRAVAIL DE LA POLICE EST MÉLANGÉE

- Une partie des participants juge l'action de la police **très satisfaisante**
- D'autres la trouvent **inefficace, voire mal ciblée et partielle**
 - Concentration de l'action de la police pour protéger les touristes au dépit des genevois, manque d'actions contre les crimes homophobes

LA SÉPARATION ENTRE POLICE MUNICIPALE ET CANTONALE N'EST PAS TOUJOURS BIEN COMPRISE

- Perception que la **police municipale** peut se permettre de **communiquer**
- La **police cantonale** n'est que dans la **répression**

«Quand il y a des événements, les touristes viennent en été - il y a donc les mois où la police s'intéresse plus aux gens de passage plutôt qu'à surveiller la situation ici. **La logique de police c'est plutôt l'argent que la citoyenneté.**» (Homme, Droite, 53 ans)

«On s'est fait attaquer à la bombe lacrymogène dans notre voiture dans le centre ville. **On a appelé la police et ils ne se sont même pas déplacés.** On a eu le sentiment d'avoir été complètement laissés à nous mêmes (Femme, 53 ans, Droite)

«**La police est hyper-efficace!** Rapide et conciliante, accès directe - je parle de la vraie police, pas de la municipale.» (Homme, 39 ans, Gauche)

«Ce n'est pas facile d'être policier à Genève, mais **dans l'ensemble ils font bien leur travail.**» (Homme, 39 ans, centre)

«**Crimes homophobes – la police ne prends pas note de ces crimes quand on vient les déclarer.**» (Homme, 43 ans, Gauche)

«**Il n'y a plus de dialogue avec la police,** ça crée beaucoup trop de conflits, il n'y a pas d'échange, ils sont toujours dans le braquage, **ils sont dans la politique du rentrer dedans direct.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

MESURES DE SÉCURITÉ

Les mesures anti-criminalité mises en place sont **jugées de manière partisane**

INFLUENCE DE L'APPARTENANCE POLITIQUE SUR LES ATTENTES VIS À VIS DE L'IMPLICATION SÉCURITAIRE REQUISE DE L'ÉTAT

- Sans surprise, on observe :
 - à gauche de l'échelier politique, certains participants dénonçant une **tendance trop sécuritaire et répressive**
 - à droite, certains réclamant **plus de fermeté et de contrôle**
- Ainsi, quand il s'agit de réagir à l'utilisation de **caméras de surveillance** dans la rue et les transports, des voix s'élèvent contre le principe principalement à gauche
 - L'efficacité de la mesure est toutefois mise en doute par la plupart (droite ou gauche)

«Il y a **une tendance ultra-sécuritaire** et l'huile sur le feu, en lien avec les manifestations, cette attitude ne devrait pas être là... il ne faut pas non plus exagérer.» (Homme, 25 ans, Gauche)

«Espace publics - c'est vide dehors - c'est pour ça qu'il y a cette **dérive sécuritaire**, il faudra avoir plus d'espaces pour les jeunes» (Femme, 58 ans, Gauche)

«Une politique trop sécuritaire en ce moment (des policiers partout) – mais c'est un contexte global, **les gens vivent dans la peur**.» (Femme, 31 ans, Gauche)

«Le canton devrait **prendre une politique plus stricte, arrêter d'être trop laxiste**.» (Homme, Droite 51 ans)

«**Ça ne sert à rien, les caméras**, Il y a beaucoup de trafic de drogue, à ciel ouvert, il y a beaucoup d'hommes noirs qui vendent de la drogue...» (Femme, 44 ans, Gauche)

«Dans les quartiers à risque, **dans les transports – c'est utile, ça va aider à les résoudre**, ça fait un **peu fliqué et cyber connecté**.» (Homme, 25 ans, Gauche)

«A Londres il y a des caméras partout et il ne s'y passent rien donc **je me suis sentie plus sûre**.» (Femme, 26 ans, Droite)

«**Je suis contre toute cette surveillance qui surveille tout**, ce qu'il ne faut pas surveiller, ça ne sert à rien, je suis partisane d'une réflexion et d'une action qui a du sens.» (Femme, 53 ans, Centre)

MENACE TERRORISTE

La **menace terroriste** semble **distante** et le canton réagit de manière appropriée

UNE MENACE DISTANTE

- Genève en tant que ville d'un pays neutre sans passé colonial et sans intervention militaire à l'étranger n'apparaît pas comme une cible de choix
- La présence des organisations internationales pourraient faire de Genève une cible, mais cette **menace reste distante pour les participants**
- Pas de mention spontanée de cette menace

DES MESURES ADEQUATES

- Sentiment que le **canton prend en charge la menace de manière adaptée** - les mesures nécessaires ont été mises sur pied
 - Les entraves aux véhicules lors des fêtes de Genève est perçue comme une mesure adaptée
 - Peu d'autres mesures connues, mais la certitude qu'elles existent et sont adaptées

«J'y pense plus quand je vais dans des capitales européennes, et en rentrant sur Genève je me dis que je suis bien. (Homme, 27 ans, Gauche)

«Genève est la vitrine de la Suisse, il y a un certains nombre de représentations du monde entier, mais on est un pays neutre - on ne se mêle pas de politique, on n'est pas impliqué dans les guerres, donc ça aide.» (Femme, 52 ans, Droite)

«Le seul risque à Genève c'est les Nations Unies, mais je n'y suis jamais, donc tant pis pour eux.» (Homme, 39 ans, Gauche)

« Le canton - ils font un travail extraordinaire, il y a beaucoup de mesures prises. (Femme, 57 ans, Droite)

MENACE TERRORISTE

Le risque de radicalisation des jeunes musulmans inquiète

LA RADICALISATION DES JEUNES MUSULMANS VIVANT DANS LA REGION AUGMENTERAIT LE RISQUE TERRORISTE POUR GENÈVE

- Certains craignent une **détérioration de l'intégration** et une radicalisation au travers des mosquées notamment
 - Genève est considérée comme ayant été capable d'intégrer harmonieusement des populations diverses pendant des décennies, mais un changement semble prendre place
- Le **contrôle des médias sociaux** apparaît comme une mesure appropriée et nécessaire dans ce cadre
 - Permettre d'identifier les candidats au jihad susceptibles ensuite de revenir en Suisse avec des projets terroristes
 - Nécessité d'avoir des règles claires afin d'éviter la généralisation de ce type de surveillance auprès de tous les citoyens

«La **radicalisation est possible** - il faut qu'il y ait une prévention à l'école, il y a des **mesures éducatives et sécuritaires**, la surveillance etc. - pouvoir repérer les comptes Facebook. Il faut quand-même avoir des limites, avoir des critères selon lesquels on surveille. (Homme, 25 ans, Gauche)

«**On a de la chance à Genève**, on a intégré les jeunes, on a la misère sociale qu'on essaie de combattre, on prend des mesures, et donc il y a moins de gens qui se sentent frustrés et donc candidats à la radicalisation. **Il faut éviter des causes de frustrations chez de jeunes qui ne se sentent pas chez eux, marginalisés etc.**» (Femme, 37 ans, Gauche)

«**La mosquée est un lieu dangereux**, on construit de nouvelles mosquées, 95% des mosquées suisses sont salafistes, donc j'ai peur.» (Homme, 53 ans, Droite)

SÉCURITÉ

La **cybersécurité** est un sujet plus important **pour les entreprises** que **pour les individus**

À UN NIVEAU INDIVIDUEL

- Les participants imaginent diverses attaques dont **les conséquences sont plus ou moins sérieuses**
 - Vol de codes d'accès de e-Banking et de cartes de crédit
 - Vol de données personnelles et attaques de virus – une menace distante car les participants ont peine à imaginer que le contenu de leur ordinateur puisse intéresser qui que ce soit.
 - Piratage de comptes emails et Facebook – ces piratages sont monnaie courante et apparaissent comme une nuisance gérable pour les adultes, mais qui inquiètent quand il s'agit de **jeunes utilisateurs** (importance de la prévention auprès de cette cible)

AU NIVEAU D'UNE ENTREPRISE

- Le piratage de données ou une attaque de virus peuvent être plus néfastes. Toutefois, les services informatiques des entreprises savent réagir

AU NIVEAU DU PAYS

- Le cyber terrorisme revient au terrorisme traditionnel, à savoir que la Suisse n'est probablement pas une cible prioritaire
 - Perception que le canton et le pays ont **peu de moyens à disposition pour faire face à la menace** en comparaison d'autres pays

*«Moi, je n'ai pas de donnée privée très sensible, mais pour les gens qui sont séropositifs, pour eux ça doit être difficile. Je me dis que je n'ai pas grande chose à cacher, **au pire je perds de l'argent.**» (Femme, 37 ans, Gauche)*

*«**On fait l'autruche** - j'espère que ça n'arrive pas.» (Femme, 59 ans, Gauche)*

*«**Au boulot on a été pris en otage** par un virus: on se rend compte que ça touche tout le monde, **ce serait dur que ça soit sur mon ordinateur personnel.** Ça peut être grave - de faire sauter des ponts, de faire exploser des trucs...» (Femme, 37 ans, Gauche)*

*«**Allemagne** vient de se donner de 40000 personnes pour lutter contre ça, **nous on est en retard - on a peut-être 15 personnes qui bossent là-dessus.**» (Homme, 27 ans, Gauche)*

Vieillir à GE

VIEILLIR À GE

L'incertitude prévaut quant au passage à la retraite : comment faire face à la cherté de la vie sur Genève

UN PASSAGE À LA RETRAITE DIFFICILE

- Les participants approchant de l'âge de la retraite estiment avoir **peu de visibilité** sur le montant exact qui sera à leur disposition, mais anticipent que la transition sera difficile
 - certains pensent **aller vivre là où les charges sont moindre** (loyers, assurances)
 - d'autres anticipent le besoin de **faire des sacrifices** en comparaison de leur style de vie actuel
- Les participants ayant des proches ou connaissances âgées observent une nécessité de continuer à travailler après l'âge de la retraite

«Je ne pense pas passer ma retraite à Genève, je vais aller en Valais ou à l'étranger. Loyer, assurance, tout est moins cher.» (Homme, 54 ans, Droite)

*«Je suis affiliée à la Caisse de Prévoyance de l'Etat de Genève - **il faudra donc apprendre à se satisfaire de beaucoup moins.**» (Femme, 58 ans, Centre)*

*«Je vais être à la retraite dans 4 ans, donc je ne sais pas comment je vais vivre moi... **on veut travailler plus vieux, vivre plus vieux, mais on n'a pas d'information sur combien on va toucher...**» (Femme, 59 ans, Droite)*

*«Ma mère – 70 ans - elle continue à bosser, **elle a 3400 francs et un loyer de 2000 francs, elle est positive et contente de pouvoir continuer à travailler,** mais les loyers sont terribles, elle n'a pas envie de déménager, elle est entourée de voisins qu'elle connaît.» (Femme, 31 ans, Gauche)*

*«Un collègue de Swissport qui est parti à la retraite, **il doit travailler comme serveur dans le restaurant de son fils car sa retraite est à 1800 francs donc c'est très triste.**» (Homme, 25 ans, Gauche)*

VIEILLIR À GE

Le soutien pratique aux personnes du quatrième âge est reconnu

UN ENCADREMENT ADEQUAT POUR LE QUATRIÈME AGE

- Visites médico-sociales à domicile
- Aides financières
- Offres culturelles

«*Ma mère - 89 ans - est bien aidée: économiquement et culturellement, il y a des gens qui lui rendent visite quand il y a des chaleurs*» (Homme, 53 ans, Droite)

«*La Suisse c'est un des pays où on s'occupe le mieux de personnes âgées au monde.*» (Femme, 57 ans, Gauche)

... MAIS 

L'isolement des personnes âgées est une réalité à combattre

L'ISOLEMENT SOCIAL EST UNE PRÉOCCUPATION

- Les personnes âgées vivant sur le canton de Genève présentent **un risque accru d'isolement selon les participants**
 - **Difficulté à sortir de chez soi** à cause de la frénésie de la ville due au trafic notamment
 - Visites et soins à domicile purement fonctionnels – manque de temps pour l'aspect humain
 - Fermeture des services de proximité (postes, petits magasins)
 - **Diminution de la cohésion sociale** - les voisins ne se connaissent plus, les services de conciergerie ne vivent pas dans les bâtiments, etc

*«On n'a pas de politique d'intégration, donc **les personnes âgées sont isolées et c'est très triste.**» (Femme, 57 ans, Gauche)*

*«**Le canton fait pas mal de choses pour les personnes âgées**, mais les personnes âgées ne cherchent pas vraiment l'information, il faudra provoquer en eux cette attitude - d'aller chercher l'information» (Femme, 54 ans, Centre)*

*«**La ville ça les dépasse toujours** - ça a toujours effrayé mon gran-père de sortir - la circulation, le feu vert – ils sont au milieu alors que c'est déjà rouge.» (Femme, 27 ans, Droite)*

*«Il y a un problème d'isolement – il y a une offre à l'extérieur, mais ça nécessite de sortir... **on n'est plus dans le voisinage, on n'est pas au courant d'eux, de comment ils vivent....on pourrait employer des gens qui viennent les voir.**» (Femme, 29 ans, Gauche)*

*«**Côté humain c'est ce qui manque.** Le soin à domicile – c'est chronométré, j'ai des plages de 10minutes, si je dépasse 5 minutes, il faut déclarer et justifier, c'est une question d'assurance, c'est dommage.» (Femme, 29 ans, Gauche)*

VIEILLIR À GE

Le développement de l'offre d'appartements médico-sociaux est demandé

LES APPARTEMENTS PROTÉGÉS APPARAISSENT COMME LA SOLUTION D'APRÈS LES PARTICIPANTS

- Lutter contre l'isolement
 - Les participants reconnaissent qu'il est souvent plus plaisant pour les personnes âgées de **continuer à vivre chez elles**, mais y voient **un risque accru d'isolement**
- Limiter les difficultés financières liées au loyer et frais d'adaptation de logement
- Certains y voit aussi une évolution logique dans le contexte de l'immobilier à Genève
 - Permettre de libérer des appartements devenus trop grands pour une personne seule

«Les **appartements avec encadrement social** – il faut en faire plus : **la personne se sentira quand-même un peu plus chez elle** et puis ça libérera des appartements.» (Homme, 25 ans, Gauche)

«A la maison les personnes sont seules. **Dans les EMS, ça peut être gai et il y a les animations.**» (Femme, 57 ans, Centre)

«Des **appartements communautaires** qui pourraient se développer un peu plus sur Genève» (Femme, 37 ans, Gauche)

Économie

ÉCONOMIE

Un canton **riche** qui **gaspille** son argentPERCEPTION GÉNÉRALISÉE D'UN **GASPILLAGE ET MAUVAISE REPARTITION** DES DENIERS PUBLICS

- **Surinvestissement dans les infrastructures** de certains quartiers (rues basses, Genève internationale)
- **Mauvaise coordination des travaux de génie civil** – perception que le même tronçon de chaussée est en travaux plusieurs fois au court d'une courte période
- **Inefficiences dans les administrations cantonales et communales**
 - Echec de réforme du système informatique
 - Doublons entre les communes et le canton

«*Le budget de Genève explose à cause de travaux d'infrastructure, on construit trop...je sais qu'on en a besoin, mais il y en a trop.*» (Homme, 44 ans, Gauche)

«*Genève c'est une ville où il y a toujours des travaux - on a envie de montrer à quel point c'est bien, mais on voit qu'ils dépensent l'argent uniquement dans certains quartiers.*» (Homme, 49ans, Droite)

«*Le canton est spécialiste pour faire des trucs pour bloquer le trafic dans tous villages de campagnes , rétrécir les routes, les investissements inutiles qui coûtent très cher.*» (Homme, 47 ans, Droite)

«*Ils creusent partout - chaque mètre carré de trottoir coute 450 francs, une fois ils creusent pour le téléphone, puis pour le gaz, etc. Il y a un manque total de coordination.*» (Homme, 59 ans, Centre)

«*Les bases de données qui ne fonctionnent pas - ils ont voulu réformer le système informatique et ça ne marche pas, et ils vont refaire.*» (Femme, 37 ans, Gauche)

«*Enorme gaspillage: des doublons dans les services de l'État, doublons entre l'État et de communes.*» (Homme, 53 ans, Droite)

ECONOMIE

Les **finances de l'État** – une **boite noire** qui n'a pas de lien direct avec la qualité de vie des citoyens

INCERTITUDE FACE À L'AVENIR née du sentiment que
**L'ÉCONOMIE DU CANTON NE SUIT PAS DE RÈGLES
 CLAIRES**

- **Contradiction** entre les **mesures d'économie** pour réduire la dette et l'annonce d'un **excédent budgétaire**
- **Les chiffres semblent avoir leur vie propre** déconnectée de la réalité de la vie du canton

«C'est **une dette depuis longtemps**, ce n'est pas un nouveau problème chaque année le budget n'est pas voté - donc **la visibilité est difficile pour le citoyen, on finit souvent avec un excédent budgétaire, donc je ne comprends pas pourquoi on a besoin de ça.**» (Femme, 52 ans, Droite)

«On nous dit qu'il n'y a **pas d'argent pour rien, mais après on prête 5 millions à 0% de taux d'intérêt pour la rénovation de l'ONU...une mauvaise répartition de sources.**» (Homme, 51 ans, Droite)

«**Ce sont des chiffres, des chiffres d'ordinateurs. Il faut recommencer à penser logiquement.**»

«**Les chiffres rouges ne veulent rien dire, je ne sais pas à quoi ça correspond.**» (Femme, 59 ans, Gauche)

«On sera toujours en déficit... **le canton est toujours en déficit, on a une réputation de ça, on ne sait pas où va l'argent.**» (Gauche)

«Tous les états ont toujours été déficitaires, mais c'est **une rhétorique pour pouvoir instaurer des mesures déficitaires.**» (Homme, 25 ans, Gauche)

ECONOMIE

Pour certains, il est nécessaire de **rediriger les investissements au profit du citoyen «moyen»**

Il y a «eux» et il y a «nous»

- **Inadéquation entre le cadre de vie et les habitants** – les dépenses dans la qualité des infrastructures sont démesurées par rapport au niveau de vie des Genevois
- **Inégalité de traitement fiscal entre citoyens et entreprises & fonctionnaires internationaux** – les employés de l'ONU ne payent pas d'impôts
- **Manque de soutien aux PME** et soutien démesuré aux grandes entreprises

«Il faut arrêter de vouloir faire trop bien. De faire une ville pour les riches alors qu'on n'est pas riches.» (Femme, 44 ans, Gauche)

«L'économie de Genève ne va pas mal, c'est les Genevois qui sont dans le rouge.» (Homme, 58 ans, Centre)

*«Les Suisses sont dans l'économie de façades : on montre, mais on n'en a pas besoin...toutes ces rénovations des bibliothèques, ça coûte cher et on n'en a besoin... **on peut les mettre dans la caisse sociale, on peut faire des petits travaux...**» (Femme, 44 ans, Gauche)*

«Les employés de l'ONU qui ne payent pas d'impôts- c'est dingue.» (Homme, 47 ans, droite)

*«Il y a un problème sur la solidarité: **nous on paie les impôts pour faire profiter de nos services.**» (Homme, 53 ans, Droite)*

*«Les PME, ça ne se passe pas bien, mon père et mon frère ont des PME – on trouve toujours un moyen pour les taxer plus etc., **on aide plus les gros plutôt que les petits** – il y a une **inégalité de traitement.**» (Homme, 44 ans, Gauche)*

ECONOMIE

Les participants estiment que l'argent devrait être investi dans des mesures suivantes

- L'emploi
- La formation des jeunes
- La création de places de crèche, l'ouverture de nouvelles classes pour une réduction des effectifs
- La mobilité – régler le problème de trafic
- La rénovation des infrastructures scolaires et hospitalières
- Des logements sociaux de qualité, des EMS et des appartements protégés
- Soutien aux entreprises, notamment les PME
- La culture
- Les aides sociales (maintien d'une politique sociale reconnue comme généreuse)

«**Formation des jeunes pour rentrer dans la vie active**» (Femme, 58 ans, Droite)

«**Soutien de l'embauche locale**, aide aux gens en difficulté locales, préférence citoyenne – résidents à Genève/habitants du canton (quelle que soit la nationalité)» (Femme, 44 ans, Gauche)

«Les places de **crèche**» (Homme, 39 ans, Gauche)

«Les classes d'**écoles plus petites** - plus de profs» (Homme, 25 ans, Droite)

«Certaines écoles sont dans un état déplorable, des toits qui fuient!» (Femme, 44 ans, Centre)

«Il faut créer un **nouveau modèle de société**, être innovant, créer **une réelle collectivité dans la ville**, dans le social - l'aide aux personnes handicapés, les foyers pour les enfants, les sans abris, l'intégration des étrangers.» (Homme, 25 ans, Gauche)

Contacts



Catherine Couchepin Baud

Research Manager, Ipsos UU

✉ Catherine.Couchepin@Ipsos.com

☎ +41 22 591 0606



Nathalie Duroux

Head of Marketing & Public Affairs

✉ Nathalie.Duroux@Ipsos.com